

Christophe Devys,

à la recherche du dénominateur commun

Nommé président du Collectif ALERTE le 23 janvier dernier, Christophe Devys a toujours été persuadé que les principaux défis sociaux ne peuvent se résoudre que collectivement. Une conviction qui a irrigué l'ensemble de son très riche parcours.

Les mathématiques ont été longtemps au centre de la vie de Christophe Devys et cela se voit. Il y a en effet chez cet ancien haut fonctionnaire, une forme de distance, de détachement, souvent propre aux scientifiques, sur un parcours professionnel d'une immense richesse. Oui, Christophe Devys a été, en de maintes occasions, au centre de l'histoire des politiques sociales de notre pays, mais il ne le reconnaîtra jamais, ou alors à demi-mot, préférant vanter les nombreuses personnalités qui ont croisé sa route et avec lesquelles, il a pu collaborer. Natif de la Tronche, non loin de Grenoble, en 1955, il grandit à Paris, mais en n'oubliant jamais de venir saluer ses chères montagnes, notamment pendant les vacances. Issu d'un milieu ordinaire, il se passionne pour les mathématiques au point d'obtenir un doctorat et devenir professeur. « J'ai adoré enseigner, mais j'ai rapidement compris qu'en dépit de tous mes efforts, je ne deviendrai jamais un grand mathématicien, alors j'ai changé de voie ».

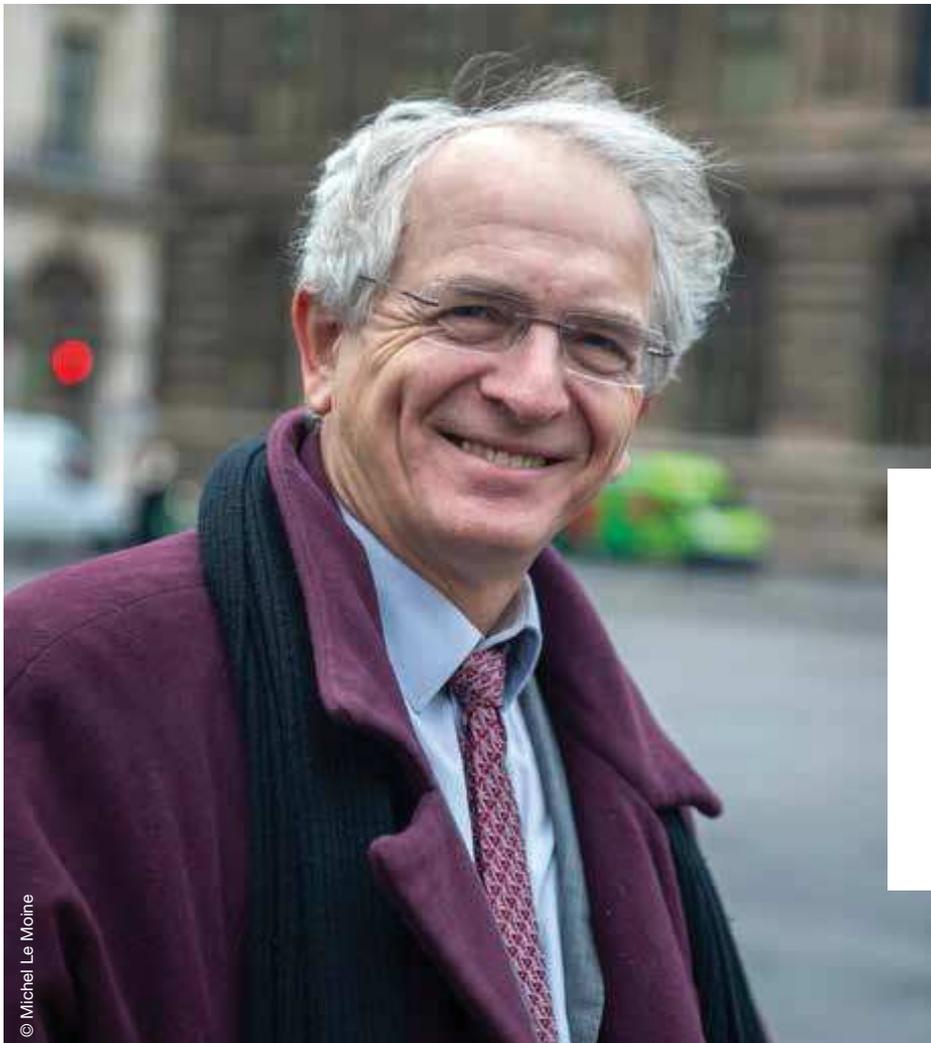
Il passe brillamment ses concours au sein de l'Institut d'études politiques de Paris et de l'École nationale d'administration et débute sa carrière au Conseil d'État, en tant

que rapporteur. Il participe parallèlement à l'élaboration du 11^e Plan, en travaillant particulièrement sur les questions d'emploi, de chômage et d'exclusion. Lors de son traditionnel stage de l'Ena en Dordogne, il découvre la richesse des entreprises d'insertion, au point d'en créer une à Versailles. « Ces entreprises étaient pour moi une découverte et surtout une réponse très efficace à la problématique des chômeurs de longue durée. »

Trésor national

En 1994, le jeune fonctionnaire dirige le cabinet du directeur général de l'Assistance publique-hôpitaux de Paris (AP-HP), Alain Cordier, une fonction qu'il assumera jusqu'en 1997. « J'ai découvert au sein de cette grande maison, des professionnels très divers, animés par une volonté de faire vivre un service public de qualité, en dépit des difficultés potentielles d'exercice de leur métier. Je me souviens au moment des grandes grèves de 1995, du souci de tous ces professionnels de continuer à accueillir et à soigner, malgré les mouvements sociaux qui traversaient notre pays. » Au sein de l'AP-HP, il participe à la mise en place du Samu social aux côtés de Xavier Emmanuelli et de Dominique Versini. C'était aussi le temps des consulta-

tions pour les plus démunis, qui deviendront les permanences d'accès aux soins de santé (PASS), avec une vraie prise de conscience que l'hôpital devait, au-delà des soins prodigués, prendre en compte la situation sociale des personnes. Après cette expérience « fondatrice » selon ses propres termes, Christophe Devys devient conseiller technique en charge des questions de protection sociale de l'ancien Premier ministre Lionel Jospin jusqu'en octobre 2000. « Je suis arrivé dans une période assez exceptionnelle, notamment à cause de la croissance grâce à laquelle il était possible de continuer sous une impulsion politique forte à consolider notre système de protection sociale. » À cette époque, il participe activement à la loi sur la grande exclusion de 1998, mais aussi à celle créant la couverture maladie universelle dont il est un des artisans. Christophe Devys est également l'un des initiateurs, en 2000, de l'allocation personnalisée d'autonomie (APA) permettant aux personnes âgées de pouvoir bénéficier d'une aide substantielle pour faire face à la dépendance. « Notre système de protection sociale est bien souvent décrié et l'on perd parfois de vue qu'il s'agit d'un trésor national directement issu de notre histoire. Pour autant, il com-



11 août 1955

Christophe Devys naît à la Tronche

27 juillet 1999

La loi sur la CMU entre en vigueur

23 janvier 2019

Il devient président du Collectif ALERTE

© Michel Le Moine

porte encore des failles, notamment pour ce qui concerne le handicap. Trop de personnes se trouvent sans réponse, alors qu'elles auraient besoin d'une prise en charge. Il faut aussi évoquer la situation des personnes âgées, notamment celles qui doivent être accueillies en établissement, avec un reste à charge encore bien trop élevé pour les familles, ce qui conduit à des choix financiers parfois très douloureux. Enfin, la grande question à laquelle il faut très vite tenter de répondre est celle du non-recours, avec des milliers de personnes qui restent sur le bord de la route, en ne demandant pas les aides auxquelles elles ont pourtant droit. »

Cause commune

Après avoir dirigé le cabinet de la ministre de la Justice Marylise Lebranchu et été secrétaire général du Conseil d'État en 2007, Christophe Devys devient, entre 2012 et 2014, conseiller social de Jean-Marc Ayrault, alors Premier ministre. Une fois de plus, il est la figure incontournable de l'élaboration et de la mise en œuvre du Plan pauvreté adopté par

le gouvernement de l'époque, en décembre 2012. « Dès le début de la mise en œuvre de ce plan, j'ai fait la rencontre du Collectif ALERTE à l'initiative de Dominique Balmay, président de l'Uniopss à l'époque. J'ai été très impressionné par la capacité des membres du Collectif à placer leurs préoccupations sectorielles de côté, pour se mettre au service d'une cause commune. Je crois que cette manière de faire est particulièrement efficace car elle donne l'occasion aux associations de fixer leurs propres priorités et de permettre aux pouvoirs publics souhaitant agir d'avoir une feuille de route tout à fait claire. »

De ce travail de collaboration active, naîtra un plan ambitieux avec des mesures tout à fait novatrices comme la garantie jeune ou encore la prime d'activité, mais aussi un dispositif de suivi efficace assuré par François Chérèque. Reste la mise en œuvre de ce plan à l'échelon local qui sera très difficile, eu égard à la diversité des territoires. « C'est un véritable défi, à l'heure actuelle, de décliner localement les grandes orientations

nationales. Dans ce cadre, l'ancrage territorial du réseau Uniopss-Uriopss apparaît comme un atout majeur. » En 2015, il assumera la direction générale de l'Agence régionale de santé d'Ile-de-France, avant de devenir le 23 janvier dernier, le nouveau président du Collectif ALERTE. « J'ai été très flatté de me voir choisi par le monde associatif, moi qui ai passé la totalité de ma carrière au service de l'État. Il s'agit pour moi d'une vraie reconnaissance de tous les travaux que j'ai pu accomplir, guidé par ma fibre sociale. »

Comme toujours, Christophe Devys aborde cette nouvelle mission dans une optique d'écoute et d'humilité. Une formule qui a fait ses preuves. « Mon rôle n'est pas de faire valoir ma vision des politiques de lutte contre l'exclusion, mais bien de faire émerger des positions collectives, car ce n'est qu'ensemble que nous arriverons à faire reculer le fléau de la pauvreté. » Une façon, comme souvent, pour Christophe Devys, de rechercher le plus grand dénominateur commun. ●

Antoine Janbon